

CONSOLIDER LE SECTEUR DE LA PETITE ENFANCE

Maintenir l'élan pour assurer l'avenir des communautés francophones et acadiennes

Mémoire présenté par

l'Association des collèges et universités de la francophonie canadienne, la Commission nationale des parents francophones, la Fédération nationale des conseils scolaires francophones, le Réseau de développement économique et d'employabilité Canada et la Société Santé en français

dans le cadre

des consultations pancanadiennes sur les langues officielles

24 aout 2022



ACUFC
ASSOCIATION DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
DE LA FRANCOPHONIE CANADIENNE



La Commission nationale
des parents francophones



fncfs
Fédération nationale
des conseils scolaires
francophones



Société Santé
en français

1. RECOMMANDATION

Dans le contexte de la mise en place des accords sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants à travers le pays et de la reconnaissance accrue du secteur de la petite enfance comme pierre d'assise du continuum en éducation francophone en milieu minoritaire, il est primordial d'augmenter les investissements en petite enfance en milieu minoritaire afin d'assurer une équivalence réelle pour ces services. Il en va de la santé et de la construction identitaire de notre jeunesse et de la vitalité et de l'avenir de nos communautés.

2. CONTEXTE

À l'automne 2016, le Commissariat aux langues officielles a publié un rapport intitulé *La petite enfance : vecteur de vitalité des communautés francophones en situation minoritaire*. En voici un extrait clé :

« En milieu minoritaire, la petite enfance revêt une importance particulière, et ce, tant sur le plan individuel que collectif. D'une part, pour les jeunes enfants, il s'agit d'un moment clé en matière d'apprentissage de la langue française, de construction identitaire et de développement d'un sentiment d'appartenance à la communauté. D'autre part, c'est une période critique pour ce qui est du développement et de la vitalité des communautés¹. »

Encouragés par les constats et les conclusions de ce rapport, des partenaires nationaux représentant les communautés francophones en situation minoritaire, soit l'Association des collèges et universités de la francophonie canadienne, la Commission nationale des parents francophones, la Fédération nationale des conseils scolaires francophones, le Réseau de développement économique et d'employabilité Canada et la Société Santé en français ont entrepris, en 2017, de collaborer plus étroitement afin de renforcer le secteur de la petite enfance et des services de garde en français ainsi que d'améliorer la santé et le bien-être des jeunes enfants au sein des communautés francophones en situation minoritaire.

Ce partenariat multisectoriel a joué un rôle déterminant dans l'ajout du dossier de la petite enfance au *Plan d'action pour les langues officielles 2018-2023 : Investir dans notre avenir*. Le gouvernement fédéral s'est engagé à investir 20 millions de dollars sur cinq ans pour le soutien au développement de la petite enfance et des services de garde en français dans les communautés en situation minoritaire et à injecter 10 millions de dollars dans un programme de promotion de la santé des jeunes enfants.

3. AVANCÉES ET ÉTAT DE LA SITUATION

¹ Commissariat aux langues officielles. *La petite enfance : vecteur de vitalité des communautés francophones en situation minoritaire*, octobre 2016, p. 4.



ACUFC
ASSOCIATION DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
DE LA FRANCOPHONIE CANADIENNE



cnpf
La Commission nationale
des parents francophones



fncsf
Fédération nationale
des conseils scolaires
francophones

Bâtir
notre
avenir
au présent



RDEE
Canada



SSF
Société Santé
en français

À ce jour, le financement a donné lieu à des initiatives structurantes, dont la création de places en services de garde francophones; la formation et le renforcement des capacités des éducatrices et des éducateurs de la petite enfance; l'adoption de solutions innovantes pour accroître la solidité financière du secteur; et l'amélioration de l'accès à des outils et services de santé et de mieux-être en français pour la petite enfance.

Toutefois, il reste encore fort à faire pour poursuivre la transformation, assurer le mieux-être des tout-petits et garantir la viabilité du secteur de la petite enfance dans les communautés francophones en situation minoritaire.

En effet, des places ont été créées au sein de services de garde francophones à travers le Canada, mais d'autres services de garde ont fermé à cause d'une pénurie de personnel qualifié, d'une nouvelle réglementation, de pertes financières causées par la pandémie ou d'un manque de locaux adéquats et abordables. Ainsi, le déficit important de places perdure. Encore aujourd'hui, un jeune francophone sur deux se voit privé de la possibilité de fréquenter un service de la petite enfance en français, et ses parents se tournent vers un service bilingue ou anglophone.

Les programmes d'infrastructures actuels ne favorisent pas la construction d'immeubles pouvant accueillir des services de garde francophones en milieu minoritaire. Plusieurs projets en milieu communautaire et scolaire sont en attente de financement des différents échelons gouvernementaux ou ont essuyé un refus.

En matière de santé, encore aujourd'hui, à peine le tiers des francophones vivant en situation minoritaire reçoivent des services dans leur première langue officielle parlée. Toutefois, près des trois quarts de ces francophones pensent qu'il est très important ou assez important de recevoir leurs soins de santé dans leur première langue officielle².

En dépit des progrès en matière de formation et de renforcement des capacités, le recrutement et la rétention des éducatrices et éducateurs de la petite enfance demeurent difficiles dans plusieurs régions. Des membres de la profession optent pour des emplois mieux rémunérés ou offrant de meilleurs avantages sociaux, ou encore hésitent à poursuivre leurs études, car cela n'offre aucune garantie de salaire plus élevé. De plus, la pandémie a accéléré les démissions et les départs à la retraite à cause des risques sanitaires.

4. MESURES ET PERSPECTIVES GOUVERNEMENTALES

Selon une étude publiée par Statistique Canada en juin 2021, les services de garde comptent parmi les professions ayant subi les pires conséquences de la pandémie. En février 2021, un an après le

² Santé Canada. *Rapport final – Perceptions des communautés de langue officielle en situation Minoritaire : accès aux services de santé dans la langue officielle de son choix*, 2020, p. 10, https://publications.gc.ca/collections/collection_2020/sc-hc/H14-348-2020-fra.pdf, site consulté en juillet 2022.



ACUFC
ASSOCIATION DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
DE LA FRANCOPHONIE CANADIENNE



cnpf
La Commission nationale
des parents francophones



fnCSF
Fédération nationale
des conseils scolaires
francophones

Bâtir
notre
avenir
au présent



RDEE
Canada



SSf
Société Santé
en français

début de la pandémie, l'emploi de ce groupe de travailleuses et travailleurs était inférieur de 21 % au taux observé en février 2020, contre une diminution de seulement 3 % de l'emploi global au cours de la même période³.

Aujourd'hui, la reprise économique est bien amorcée. Le ratio chômeurs-postes vacants est plus faible que jamais au Canada et le nombre de postes à pourvoir a presque doublé en un an dans certaines professions, dont celle de l'éducation de la petite enfance⁴. On constate des disparités claires entre le salaire offert par les employeurs ayant des postes à pourvoir et le salaire de réserve, soit celui que les chercheurs d'emploi sont prêts à accepter⁵.

Cela dit, de belles avancées nationales laissent entrevoir des jours meilleurs en matière de services de garde en français. En février 2021, Mélanie Joly, ministre du Développement économique et des Langues officielles, présentait son livre blanc sur les langues officielles, *Français et anglais : Vers une égalité réelle des langues officielles au Canada*, dans lequel le gouvernement proposait que la nouvelle version de la *Loi sur les langues officielles* « reconnaisse que les programmes destinés à la petite enfance font partie intégrante du continuum en éducation dans la langue minoritaire⁶ ».

Dans le budget de 2021, le gouvernement fédéral affirmait son intention de collaborer avec ses partenaires provinciaux, territoriaux et autochtones en vue d'établir un système pancanadien et communautaire de services de garde d'enfants de grande qualité afin que toutes les familles aient accès à un apprentissage et à des services de garde des jeunes enfants souples, abordables et de haute qualité, peu importe où elles vivent⁷. Des accords à cet effet ont été conclus avec toutes les provinces et tous les territoires en 2021 et en 2022. Le gouvernement du Canada a consenti un investissement de plus de 27 milliards de dollars sur 5 ans pour soutenir le cadre multilatéral d'apprentissage et de garde des jeunes enfants⁸.

Le 1^{er} mars 2022, le gouvernement fédéral a présenté son projet de loi C-13 visant à moderniser la *Loi sur les langues officielles*. Le texte législatif indique notamment que : « Le gouvernement fédéral

³ Statistique Canada. *Le personnel des services de garde d'enfants au Canada*, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/75-006-x/2021001/article/00005-fra.pdf?st=7AhCD71Y>, le 25 juin 2021, p. 14, site consulté en juillet 2022.

⁴ Statistique Canada. *Tableau 14-10-0356-01. Postes vacants et moyenne du salaire horaire offert selon la profession (grande catégorie professionnelle), données trimestrielles non désaisonnalisées*, <https://doi.org/10.25318/1410035601-fra>, site consulté en juillet 2022.

⁵ Statistique Canada. *Tendances relatives à la pénurie de main-d'œuvre au Canada*, https://www.statcan.gc.ca/fr/sujets-debut/travail/_tendances-penurie-main-oeuvre-canada, site consulté en juillet 2022.

⁶ Patrimoine canadien. *Français et anglais : Vers une égalité réelle des langues officielles au Canada*, février 2021, p. 16.

⁷ Ministère des Finances du Canada. *Une relance axée sur les emplois, la croissance et la résilience*, avril 2021, p. 112.

⁸ Gouvernement du Canada. *Accords sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants*, <https://www.canada.ca/fr/accord-apprentissage-garde-jeunes-enfants/accords-provinces-territoires.html>, site consulté en juillet 2022.



ACUFC
ASSOCIATION DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
DE LA FRANCOPHONIE CANADIENNE



cnpf
La Commission nationale
des parents francophones



fncfs
Fédération nationale
des conseils scolaires
francophones

Bâtir
notre
avenir
au présent



RDEE
Canada



SSF
Société Santé
en français

s'engage à renforcer les possibilités pour les minorités francophones et anglophones de faire des apprentissages de qualité dans leur propre langue tout au long de leur vie, notamment depuis la petite enfance jusqu'aux études postsecondaires et à appuyer des secteurs essentiels à l'épanouissement tels que la santé, la justice, l'emploi et l'immigration⁹. » Le projet de loi est à l'étude en comité de la Chambre des communes.

5. FEUILLE DE ROUTE POUR LES PROCHAINES ANNÉES

Des bases solides sont en place pour renforcer le secteur de la petite enfance au pays et le faire reconnaître comme pierre d'assise de la construction identitaire chez les jeunes ainsi que du continuum en éducation en milieu minoritaire.

Ces avancées nous incitent à poursuivre et à accélérer le travail au sein du comité national en petite enfance afin d'assurer une équivalence réelle au secteur de la petite enfance en milieu minoritaire et de soutenir la promotion de la santé en petite enfance. Il en va de la vitalité de nos communautés.

L'investissement du gouvernement fédéral dans le cadre des accords sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants favorisera la création **d'un plus grand nombre de services d'apprentissage et de garde d'enfants accessibles, abordables et souples**. Dans ce contexte, il est essentiel de privilégier la création de services de garde francophones et l'élimination des listes d'attente pour les enfants francophones, à défaut de quoi les parents se tourneront vers des services de garde bilingues ou anglophones à proximité de leur domicile ou lieu de travail. Les études démontrent qu'une fois l'enfant bien établi dans son environnement de garde, il devient difficile pour les parents de le déplacer vers un service de garde francophone lorsqu'une place s'y libère.

Les accords signés avec les provinces prévoient pour la plupart des **augmentations salariales pour les éducatrices et éducateurs de la petite enfance**. Toutefois, ces augmentations ne seront pas suffisantes pour résorber les pénuries de personnel dans les services de garde francophones à travers le pays. Rappelons que le secteur a été durement éprouvé par la pandémie et qu'une pénurie de main-d'œuvre sévit à travers le pays dans plusieurs secteurs, sans épargner celui de la petite enfance. Des mesures additionnelles devront être mises en place afin de recruter, former et retenir des éducatrices et éducateurs de la petite enfance de langue française au sein des communautés francophones et acadiennes.

Les investissements, les ressources et les programmes en matière de promotion de la santé en petite enfance doivent davantage cibler le domaine communautaire pour permettre un renforcement des capacités directement auprès des enfants et des familles. De plus, les prochains transferts fédéraux en santé mentale doivent prévoir des mesures ciblant la petite enfance en milieu francophone minoritaire, tant en matière de traitement que de prévention.

⁹ Parlement du Canada. *Projet de loi C-13*, <https://www.parl.ca/DocumentViewer/fr/44-1/projet-loi/C-13/premiere-lecture>, site consulté en juillet 2022.



ACUFC
ASSOCIATION DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
DE LA FRANCOPHONIE CANADIENNE



cnpf
La Commission nationale
des parents francophones



fncfs
Fédération nationale
des conseils scolaires
francophones

Bâtir
notre
avenir
au présent



RDEE
Canada



SSF
Société Santé
en français

Pour toutes ces raisons, il faut poursuivre le travail collaboratif au sein du comité national en petite enfance et prévoir des investissements additionnels en petite enfance dans le cadre du prochain *Plan d'action pour les langues officielles*. Les accords sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants conclus à travers le pays constituent un pas en avant important, mais le travail est loin d'être terminé. Il en va de la construction identitaire de notre jeunesse, de la vitalité économique de nos communautés et de la survie et de l'épanouissement des communautés francophones à travers le pays.



ACUFC
ASSOCIATION DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
DE LA FRANCOPHONIE CANADIENNE



La Commission nationale
des parents francophones



fnCSF Bâtir
notre
avenir
au présent
Fédération nationale
des conseils scolaires
francophones



RDEE
Canada



Société Santé
en français